



Gefördert durch:



Bundesministerium
für Umwelt, Naturschutz,
Bau und Reaktorsicherheit

aufgrund eines Beschlusses
des Deutschen Bundestages

MANUEL

POUR L'UTILISATION DU

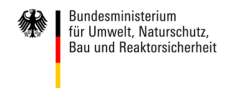
SPI (SOCIAL PLANNING INSTRUMENT),

L'OUTIL DE PLANIFICATION SOCIALE

Organisation	AidA
Authors	Elke Klien, Gabriele Greussing
Delivery date	01 October 2019
Status	Final Draft
Distribution level	Public



Gefördert durch:



Bundesministerium
für Umwelt, Naturschutz,
Bau und Reaktorsicherheit

aufgrund eines Beschlusses
des Deutschen Bundestages

Table des matières :

1. Le Projet PlurAlps	4
2. L'outil de planification sociale (SPI)	4-5
3. Le processus dans les communes	
3.1. Phases	5
3.2. Résultats	5
3.3. Continuation	6
4. L'outil en ligne	6
5. Les indicateurs	
5.1. Données statistiques	7-8
5.2. Le champ d'action 1: Administration, information et relations publiques	8-9
5.3. Le champ d'action 2: Participation et citoyenneté active	10-11
5.4. Le champ d'action 3: Logement et habitat	11-13
5.5. Le champ d'action 4: Education et formation	13-14
5.6. Le champ d'action 5: Emploi	15-16
5.7. Le champ d'action 6: Santé, soins de santé et assistance	16-17
5.8. Le champ d'action 7: Mobilité et approvisionnement local	18-19
5.9. Le champ d'action 8: Culture et loisirs	19-20
5.10. Le champ d'action 9: Immigration, intégration	21-22
6. Le contact et les informations	22

1. Le Projet PlurAlps

Les Alpes seront confrontées dans les années à venir aux défis combinés d'une population vieillissante et de nouveaux modèles de migration. Cela ouvre en même temps de nouvelles opportunités pour l'innovation sociale à travers la diversité et un pluralisme délibéré. Les régions rurales et les territoires de montagne, en particulier, ont besoin de nouvelles approches pour ancrer une culture de l'accueil. PlurAlps vise à aider les communes, les PME et la société civile à développer une culture de l'accueil afin de renforcer l'attractivité et la cohésion sociale des espaces ruraux.

Le Réseau de communes « Alliance dans les Alpes » travaille dans le cadre du projet avec les communes pilotes de sept pays alpins au développement d'un instrument de planification sociale à moyen et à long terme au niveau communal. Les communes seront impliquées dans le projet essentiellement dans la période 04/2018 – 09/2019, et seront accompagnées par des animateurs qualifiés.

2. L'outil de planification sociale (SPI)

Les communes proposent de nombreuses offres et services. Toutefois, elles ne disposent souvent pas d'une vue d'ensemble de ces offres, et donc d'une présentation synthétique à l'attention de la population, par exemple sur leur site Internet. De nombreuses institutions, associations ou personnes individuelles proposent des services, mais ne sont pas reliées entre elles : sans coordination des offres et sans mise à profit des synergies, on a souvent des redondances qui peuvent engendrer des coûts supplémentaires. Il n'y a que rarement une planification générale à long terme.

La planification sociale améliore la cohésion et le développement dans les communes et les régions. Cet outil est une aide pour la planification sociale à moyen et à long terme, qui tient compte des exigences de la population locale et des immigrants.

L'outil se compose des parties suivantes : le processus dans la commune, un catalogue de questions sous forme d'un outil en ligne convivial et un manuel.

L'accent est mis sur deux questions centrales :

- Quelle qualité de vie propose la commune aux résidents et aux nouveaux arrivants ? Comment améliorer cette qualité de vie ?
- Quelles offres d'une commune favorisent une intégration rapide de toutes les formes de migration, de la migration interne à la migration de fuite ?

La qualité de vie est un thème transversal. Pour cette raison ces questions ne peuvent que trouver une réponse dans le cadre d'un processus commun. Il est recommandé d'évaluer et de développer la qualité de vie dans la commune dans un groupe de travail le plus varié possible.

3. Le processus dans les communes

3.1. Phases :

- Décision des organes communaux responsables pour participer au projet PlurAlps en tant que commune pilote.
- Stipulation d'un accord avec le réseau de communes "Alliance dans les Alpes"
- Prise de contact avec les consultants/tes du processus.
- Création d'un groupe de pilotage
- Présentation de l'outil en ligne dans le groupe de pilotage du projet, y compris toutes les personnes directement concernées par le projet.
- Formation des employés de la commune.
- Les employés de la commune ajoutent les réponses à l'outil en ligne.
- Création d'un groupe de travail avec les parties prenantes locales et régionales.
- Réalisation de deux ateliers :
 - Compléter les offres et services dans l'outil en ligne.
 - Evaluation des différents indicateurs (auto-évaluation)
 - Préparation d'un plan d'action avec des mesures
 - Etablissement des priorités des mesures
 - Proposition pour la réalisation d'au moins une mesure pendant la période du projet
- Manifestation publique dans la commune pour présenter les résultats
- Participation à l'échange d'expérience international des communes pilotes (au moins une fois en 2018 et 2019)
- Retour d'information concernant le processus en vue du développement ultérieur de l'outil (de manière continue grâce aux retours d'informations des consultants/es du processus)

3.2. Résultats :

A la fin du processus on obtient :

- Une estimation de la situation actuelle de la qualité de vie dans la commune
- Une présentation graphique de l'évaluation qui servira de base pour les publications
- Une liste des offres et services comme base pour les développements ultérieurs
- Un plan d'action avec des idées pour des améliorations et adaptations
- Des propositions pour la mise en œuvre des premières mesures

3.3. Continuation :

Pour la planification sociale à moyen et à long terme dans la commune il est essentiel de répéter le processus à des intervalles réguliers (p.ex. toutes les deux ou trois années). L'instrument en ligne comprend la possibilité d'observer le développement. Quand on répond à nouveau aux questions de l'outil en ligne après deux ou trois années, on peut consulter la tendance des indicateurs. Ainsi les changements intervenus dans la commune sont visibles.

4. L'outil en ligne

Le catalogue de questions sous forme d'un outil en ligne permet de faire une estimation de la qualité de vie actuelle, que les immigré/es trouveront dans la commune.

L'outil en ligne est convivial et disposé de manière logique. Il est disponible en cinq langues (allemand, français, italien et slovène). L'outil comprend un catalogue de questions avec des indicateurs concernant les données statistiques sur l'organisation de la commune et les services et offres disponibles. Les indicateurs sont subdivisés dans les champs d'action suivants :

0. Données statistiques
1. Administration, information et relations publiques
2. Participation et citoyenneté active
3. Logement et habitat
4. Education et formation
5. Emploi
6. Santé, soins de santé et assistance
7. Mobilité et approvisionnement local
8. Culture et loisirs
9. Immigration, intégration

Pour les différents indicateurs il y a des descriptions et des indications pour l'évaluation qui peuvent être consultées. Pour la documentation et la justification des estimations resp. évaluations vous pouvez télécharger des documents.

A la fin du processus d'évaluation le résultat est visible sous forme de diagrammes.

5. Les indicateurs

5.1. Données statistiques:

- Population
 - Jour de référence Période pour ajouter les données.
 - En plus téléchargement de la pyramide de la population organisée selon le sexe et les années de naissance.
- Surface (km2)
- Nombre de hameaux
- Nombre de naissances
 - Jour de référence 31. 12 de la dernière année civile
- Nombre de décès
 - Jour de référence 31. 12 de la dernière année civile
- Nombre de personnes avec deux résidences
- Nombre de ménages
- Nombre de ménages avec une seule personne
- Nombre de lits d'hôtel
- Nombre de nuitées
 - Pendant la dernière année civile
- Nombre d'associations
- Nombre de demandeurs d'asyle
- Nombre de personnes inscrites dans une association
 - Nombre total et divisé selon l'âge 0-18, 19-60 et 60+
- Nombre de logements sociaux
 - Logements, offerts par l'intermédiaire d'une coopérative ou d'une société sans but lucratif. La municipalité a un droit de codécision lors de l'intermédiation resp. attribution.
- Nombre de personnes cherchant un logement
- Nombre de terrains de jeux publics
- Nombre de centre pour jeunes
- Nombre de terrains et de structures sportifs
- Nombre d'espaces et terrains pour activités motrices
 - p.ex. parcs, chemins thématiques, parc de skates, snowboard fun park
- Nombre d'écoles maternelles
- Nombre d'établissements scolaires
 - Ecoles obligatoires, écoles secondaires, formes spéciales
- Nombre d'enfants de 0-3 ans dans des garderies
- Nombre d'enfants à l'école maternelle
- Nombre d'enfants à l'école
 - Ecoles obligatoires, écoles secondaires, formes spéciales
- Nombre de NEET sans diplôme scolaire ou qualification professionnelle
 - NEET = people not in employment, education or training = ni étudiant, ni employé, ni stagiaire
- Nombre d'entreprises
- Nombre de places pour apprentis
 - Poste d'apprenti dans les entreprises (= formation en alternance)

- Nombre d'emplois
- Nombre de chômeurs
- Nombre de foyers avec une ou plusieurs personnes de plus de 65 ans
- Nombre de personnes recevant des soins à domicile
- Nombre de lits médicalisés et de places pour assistance
 - Concerne également soins de répit et assistance pendant la journée
- Nombre de lignes (transports public locaux)
 - Lignes (bus et train), qui servent la commune et également lignes dans la zone de la commune (p.ex. bus local)
- Nombre de magasins alimentaires
 - Magasins avec assortiment complet, pas de discount
- Nombre de magasins de proximité (produits de base ou alimentaires)
 - Définition approvisionnement de proximité: offre de marchandises allant des nécessités à court jusqu'à long terme et les services publics et privés. P.ex. banque, bureau de poste, gastronomie, services médicaux, lieux de culte etc.
- Nombre de lieux de culte
 - p.ex. églises, paroisses, mosquées, salles de prière
- Pourcentage de foyers ayant accès à internet à bande large
 - Utiliser comme source l'atlas de la bande large de l'état respectif
- Pourcentage d'entreprises avec accès à internet à bande large
 - Utiliser comme source l'atlas de la bande large de l'état respectif
- Nombre de nouveaux résidents
 - Pendant la dernière année civile
- Nombre de résidents qui sont partis
 - Pendant la dernière année civile

5.2. Le champ d'action 1: Administration, information et relations publiques

La facilité d'accès est une condition importante pour la satisfaction des citoyens/nes faces à l'administration. A côté des informations sur les activités communales, les manifestations, offres, horaires d'ouverture et service administratif, les plateformes permettant aux associations et organisateurs de communiquer activement sont également importantes. Un accès sans barrières aux informations (multilinguisme, interprétation le cas échéant) sont un atout.

Un service aux citoyens adapté à notre époque (point de contact, informations pour la population, site internet convivial) facilite la vie des citoyens/nnes et renforce l'identification avec leur commune. Ce service se caractérise par la définition claire des responsabilités, permettant aux citoyens/nnes de savoir à qui s'adresser pour parler de leurs problèmes.

1.1. Stratégies, gestion

1.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. règlement interne, concept de communication, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

1.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

1.2. Responsabilité, compétence

1.2.1. Y a-t-il un responsable au niveau administratif pour les relations publiques? Qui?

1.3. Coopération, réseaux

1.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. gestion commune du droit de superficie, journal de la région, site internet de la région, association de tourisme

1.4. Service aux citoyens

1.4.1. Comment est organisé le premier point de contact pour les citoyens/nnes?

p.ex. heures d'ouverture pour les personnes qui travaillent, point d'information, communication multilingue dans l'administration, si nécessaire orientation vers d'autres instances (à l'intérieur de l'administration communale ou ailleurs)

1.4.2. Quels sont les moyens à disposition de la population pour proposer des améliorations, signaler des anomalies etc.?

1.5. Relations publiques

1.5.1. Quel est le degré de convivialité de la page d'accueil?

1.5.2. Quels canaux d'information sont à disposition de la commune pour faire connaître les services, offres et événements?

p.ex. page d'accueil, lettre du maire, journaux municipaux, radio et télévisions locales, médias sociaux, informations pour des groupes cibles

1.5.3. Comment la commune organise t-elle la gestion du calendrier des événements?

1.5.4. Comment la population est-elle invitée aux manifestations?

1.5.5. Comment se déroule l'information courante sur les questions sociales?

5.3. Le champ d'action 2: Participation et citoyenneté active

La participation et la citoyenneté active enrichissent le patrimoine social communal, montrant dans quelle mesure les citoyens/nnes s'engagent pour leurs problèmes et leur commune.

Cet engagement peut être soutenu au niveau structurel par exemple avec des interlocuteurs permanents dans l'administration et la politique. La participation contribue à soutenir les processus de décision. Les citoyens/nnes sont vus comme des "partenaires". La subvention financière des associations et initiatives qui suivent des directives transparentes renforce l'engagement citoyen.

Pour favoriser le développement de la commune, il est recommandé d'offrir des méthodes de participation peu compliquées. Ainsi les citoyens/nnes sont encouragés à participer aux questions importantes qui intéressent la commune.

2.1. Stratégies, gestion

2.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. mission sociale, règlement de la participation, éventuellement comme faisant partie de lignes directrices générales

2.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

2.2. Responsabilité, compétence

2.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

2.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

2.3. Coopération, réseaux

2.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. échange d'expériences, projets communs avec la participation des citoyens, coopération avec des organisations, p.ex. emplois non rémunérés ou stages de jeunes dans des institutions sociales

2.3.2. Comment est structuré le dialogue et la connexion (entre associations, bénévoles, groupes et initiatives avec la commune et entre eux)

2.4. Participation

2.4.1. De quelle manière la population participe aux processus de planification?

2.4.2. Quelles sont les possibilités accessibles à la population pour exprimer leurs propositions et idées?

2.4.3. Quelles mesures existent pour permettre aux personnes handicapées de participer à la vie sociale de la commune?

p.ex. services de transport, services de visites, choix de lieux pour événements sans barrières architecturales, emplois dans les services de la commune

2.5. Citoyenneté active

2.5.1. Quelles initiatives et autres formes d'engagement citoyen existent dans la commune?

p.ex. initiatives communales, groupes sans structure associative, groupes de travail actifs pendant un temps prolongé

2.5.2. Comment les résidents sont motivés à devenir des citoyens engagés?

p.ex. présentation des initiatives et appel à la participation dans les médias de la commune, lors de réunions de citoyens, par contact direct, lors de manifestations spéciales où les initiatives sont présentées, par un courrier ciblé pour certains groupes.

2.6. Vie associative

2.6.1. De quelle manière la commune soutient les associations et les initiatives?

p.ex. subventions, mise à disposition de locaux, calendrier commun des manifestations, tâches confiées aux associations (pour l'accueil et l'organisation d'une fête), aide dans l'administration des associations (comptabilité), infrastructure des bureaux de la commune (pour copies)

5.4. Handlungsfeld 3: Logement et habitat

Des logements à des prix accessibles sont une nécessité fondamentale. Des espaces d'habitation bien conçus respectent différentes exigences liées au cycle de vie des habitants et des personnes handicapées. Les coopérations intercommunales et régionales sont un avantage pour la création de logements à des prix accessibles.

L'espace public est vu comme une partie de l'habitat naturel et comme lieu de rencontre pour la vie sociale. Lors de l'aménagement les différents besoins des groupes (p.ex. enfants et jeunes, personnes handicapées) sont respectés.

3.1. Stratégies, gestion

3.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. mission sociale, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales, directives pour l'achat de terrains appartenant à la commune pour des familles et/ou jeunes, des concepts pour la création de logements accessibles, directives pour l'attribution de logements sociaux, communaux, concepts pour l'élimination des barrières architecturales dans les espaces publics

3.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

3.2. Responsabilité, compétence

3.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

3.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

3.3. Coopération, réseaux

3.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. coopération avec des coopératives (associations sans but lucratif) pour la création de logements sociaux, coopération avec les communes voisines pour trouver un logement

3.4. Logement

3.4.1. Quelles aides existent pour les personnes cherchant un logement?

3.4.2. Comment sont attribués les logements sociaux?

3.4.3. Quels mesures existent pour utiliser des logements non occupés?

p.ex. enregistrement des habitations vides, analyse des raisons, aide lors de la location, médiation lors de la vente

3.4.4. Y a-t-il des logements pour situation de crise ou d'urgence?

p.ex. habitations pour situations d'urgence en cas de violence domestique ou comme solution transitoire en cas pour les victimes d'incendies et de catastrophes naturelles

3.5. Habitat

3.5.1. Quelles mesures sont prises pour rendre accessible l'espace public et les immeubles?

3.5.2. Existe t-il des lieux de rencontre préférés pour certains groupes?

p.ex. familles avec enfants en bas âge, jeunes, personnes âgées

3.5.3. Comment sont traitées les zones de conflits sociaux dans la commune?
 p.ex. devant ou derrière des bâtiments publics (notamment les écoles), sur les terrains de jeux ou places publiques, autour des centres pour jeunes

5.5. Le champ d'action 4: Education et formation

L'éducation représente le capital culturel formel de l'homme et permet d'améliorer sa mobilité "culturelle". Un vaste horizon culturel permet d'avoir de meilleurs échanges avec les autres et signifie plus de débouchés sur le marché de l'emploi.

La formation continue est à considérer comme un thème majeur pour les communes. Pour cela il faut une coordination des offres de formation et une bonne coopération avec les écoles et les institutions dans le domaine de la formation des adultes.

L'entretien de contacts réguliers avec les citoyens/nnes, qui pour des raisons d'étude ont quitté leur domicile, est important pour le lien et l'identification avec la commune. Des possibilités de participation à la vie sociale facilitent la vie et aident le retour éventuel quand ils ont terminé les études.

Les parents qui travaillent sont aidés grâce à l'offre de différentes formes de prise en charge à des tarifs progressifs.

4.1. Stratégies, gestion

4.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. concept d'école maternelle, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

4.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

4.2. Responsabilité, compétence

4.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

4.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

4.3. Coopération, réseaux

4.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. écoles en commun, service régionaux, services régionaux de permanence (Springer), coopération avec des écoles et écoles maternelles, coopération avec des associations de parents, avec des entreprises, prise en charge pendant les vacances organisée au niveau régional

4.3.2. Comment sont structurés le dialogue et le réseautage (institutions avec la commune et entre elles)?

p.ex. réunions régulières des circonscriptions scolaires (Sprengel), pourparlers réguliers avec les écoles et les écoles maternelles, planification des besoins avec les écoles, forum scolaire

4.4. Education/formation

4.4.1. Comment sont structurées les transitions entre les différentes institutions scolaires (école maternelle - scolarité obligatoire, scolarité obligatoire - enseignement supérieur) tout comme entre l'école et la vie professionnelle? Est-ce qu'il y a des activités pour faciliter cette transition?

p.ex. visites réciproques pour connaître les nouveaux responsables et les locaux, transmission de documents, visites pour connaître les entreprises, journées d'information sur les différentes écoles et possibilités de formation

4.4.2. Quelles activités sont prévues pour faire participer les parents?

p.ex. prise en charge par des bénévoles pendant la pause midi, service de patrouilleurs scolaires, forum scolaire, aide à l'apprentissage, services de transport

4.4.3. Quelles possibilités de formation existent pour les adultes?

p.ex. des cours pour la formation et le perfectionnement (organisés non seulement par la commune)

4.4.4. De quelle manière la commune aide l'implication des jeunes résidents, qui quittent leur domicile pour des raisons d'études?

p.ex. invitations à des rendez-vous annuels, offre d'associations pour ces groupes cibles, envoi du journal de la commune

4.5. Prise en charge

4.5.1. Quels sont les services offerts pour accueillir les enfants et les écoliers pendant la pause déjeuner et après l'enseignement?

Pour quels groupes d'âge? Est-ce que la personne qui prend en charge les enfants (mère qui travaille) peut participer?

4.5.2. Quelles services de garderie existent pour les enfants pendant l'été et les vacances?

5.6. Le champ d'action 5: Emploi

Pour beaucoup de personnes il est très important de travailler à proximité de leur domicile pour pouvoir continuer à habiter dans la commune. La commune ne peut qu'offrir un nombre limité d'emplois et a peu d'influence sur le nombre d'emplois. Toutefois elle peut s'efforcer, en collaboration avec d'autres communes et avec l'industrie, pour améliorer la qualité de l'emplacement. Le renforcement des cycles économiques locaux et régionaux permet de maintenir les emplois dans les petites et moyennes entreprises.

La commune peut offrir des infrastructures pour la création de réseaux et des consultations (bourses des postes d'apprentissage, conseils pour la formation professionnelle). Un grand défi pour la commune est l'intégration des personnes handicapées et des demandeurs d'asile.

5.1. Stratégies, gestion

5.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

Faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

5.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

5.2. Responsabilité, compétence

5.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

5.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

5.3. Coopération, réseaux

5.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions, entreprises ou autres institutions?

p.ex. bourse régionale de postes d'apprentis, bourse pour travailleur/ses saisonniers/ière, coopération pour les garderies et les crèches dans les entreprises avec des groupes économiques, projets communs pour attirer des experts, événements communs comme la journée de l'économie, journée portes ouvertes dans une ou plusieurs entreprises

5.3.2. Comment sont structurés le dialogue et le réseautage (organisations et entreprises avec la commune et entre elles)?

p.ex. des réunions amicales ou autres formes d'échange pour les entreprises, les groupes économiques, participation lors des processus de planification

5.4. Promotion économique

5.4.1. Quelles mesures de soutien économiques existent?

p.ex. bourse pour apprentis, bons, monnaie régionale

5.5. Intégration dans le marché de l'emploi

5.5.1. Comment sont aidés les jeunes qui n'ont pas terminé leur formation professionnelle?

5.5.2. Quelles possibilités d'emploi existent pour les demandeurs d'asile?

5.7. Le champ d'action 6: Santé, soins de santé et assistance

Ce champ d'action devient toujours plus important pour les communes à cause du changement démographique (part croissante de la population âgée),

La multiplicité des offres nécessite notamment dans ce domaine une coordination de la part de la commune. Une des tâches est la garantie de soins médicaux et d'une offre locale ou régionale de services de soins et prises en charge. Des associations et autres institutions de prises en charge et de conseil devraient être impliquées.

Il est important de développer de nouveaux modèles innovants ensemble avec toutes les parties prenantes, adaptés aux exigences et aux conditions locales.

Des informations sur des mesures de prévention dans les services de santé (alimentation, maladies, services pour soulager les aidants familiaux, toxicomanie, violence) favorisent la prise de conscience auprès de la population. Un peu partout où la commune agit comme institution de services publics (p.ex. écoles, maisons de soins) il faudra mettre en place une stratégie alimentaire appropriée.

6.1. Stratégies, gestion

6.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. mission sociale, concept de soins, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

6.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

6.2. Responsabilité, compétence

6.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

6.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

6.3. Coopération, réseaux

6.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. avec les médecins, avec les maisons médicalisées et les maisons pour personnes âgées, avec d'autres communes/ régions, associations de soins aux malades, groupes d'entraide, de manière ponctuelle lors d'événements d'information

6.3.2. Comment sont structurés le dialogue et le réseautage (institutions avec la commune et entre elles)?

6.4. Infrastructure sociale

6.4.1. Lesquels parmi ces services de santé et initiatives sociales existent dans la commune? Si absents, à quelle distance les peut on trouver? Pharmacie, médecin généraliste, maisons médicalisées, maisons de retraite.

6.4.2. Quelles sont les mesures de soutien pour l'assistance et les soins à domicile?

p.ex. repas sur roues, aide familiale, aide ménagère, case management, soins infirmiers à domicile, assistance pendant la journée, conseils aux familiers qui assistent les personnes

6.5. Conseil, prise en charge

6.5.1. Quelles possibilités de conseil existent pour les personnes handicapées et leur familles?

6.5.2. Comment sont pris en charge les citoyens issus de la migration lors des activités de conseil, d'assistance et de soin?

p.ex. traduction lors des consultations, compétences linguistiques et culturelles pour les assistants et les soignants, horaires de visite

6.5.3. Quelles mesures de prévention sont mises en place (p.ex. alimentation, maladies, toxicomanie, violence)?

p.ex. transmission des connaissances sur l'alimentation (en particulier pour les jeunes familles), projets scolaires pour la prévention de la violence et de la toxicomanie, formation pour le comportement dans la circulation routière

5.8. Le champ d'action 7: Mobilité et approvisionnement local

La mobilité et la possibilité pour différents groupes cible de contacter les institutions régionales sont des facteurs essentiels pour le futur des communes rurales. Les besoins existentiels fondamentaux - logement, emploi, achats, repos - doivent être assurés par une offre de mobilité appropriée.

La commune peut donner des incitations et encourager la coopération avec différents acteurs. Elle peut en outre subventionner des offres souples, innovantes et respectueuses du climat, offrir des informations détaillées et inviter à des initiatives motivantes.

Les coopérations structurelles pour promouvoir les transports locaux sont encouragées.

7.1. Stratégies, gestion

7.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. concept de circulation ou de mobilité, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

7.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

7.2. Responsabilité, compétence

7.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

7.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

7.3. Coopération, réseaux

7.3.1. Quelles sont les formes de coopération avec d'autres communes, régions, entreprises et autres institutions dans le domaine de la mobilité?

p.ex. associations de transport, coopération avec les entreprises de transport pour l'offre de taxi nocturnes ou de taxi collectifs

7.3.2. Quelles sont les formes de coopération avec d'autres communes, régions, entreprises et autres institutions dans le domaine de l'approvisionnement local?

p.ex. épicerie du village

7.4. Mobilité

7.4.1. Comment est encouragée l'utilisation des transports publics locaux?

p.ex. avis, tickets pour connaître le système, locations de tickets, analyse des besoins pour l'organisation des horaires

7.4.2. Quelles sont les offres complémentaires à disposition?

p.ex. covoiturage, bus de quartier, taxis collectifs, taxis sur demande

7.4.3. Combien est développé et accessible le réseau de chemins piétonniers et de pistes de bicyclettes?

Pistes pour bicyclettes (part des km par rapport au réseau global), zones de rencontre, chemin pour piétons complémentaires au réseau routier, panneaux, déblayage de la neige en hiver

7.4.4. Existe t-il des incitations pour chemins d'école et trajet du travail aller à pied ou en bicyclette?

p.ex. des bons, des concours, subvention des frais pour l'achat de bicyclettes électriques et de remorques vélo enfants

7.4.5. Quelles activités sont prévues dans le domaine de la mobilité pour améliorer le marketing de la commune?

Construction et aménagement des arrêts, intensification, coopération avec des entreprises pour renforcer l'utilisation des transports locaux

7.5. Approvisionnement local

7.5.1. Quelles mesures sont prises pour garantir l'approvisionnement local (approvisionnement de base)?

p.ex. des bons, des réductions du loyer, campagnes publicitaires pour les achats régionaux, subventions des associations associées à l'achat régional

5.9. Le champ d'action 8: Culture et loisirs

Des offres culturelles et pour les loisirs conditionnent de manière croissante l'attrait des communes de résidence. Dans ce contexte les infrastructures (chemins de randonnée, salle culturelle, salle d'essai pour jeunes musiciens,...) et les manifestations culturelles sont importantes.

Pour obtenir des infrastructures, les coopérations au niveau régional (p.ex. piscine couverte) sont souhaitables et justifiées.

Créer des lieux de rencontre est essentiel pour améliorer la qualité de vie dans la commune. Une forte implication de la population garantit la satisfaction d'un nombre élevé d'exigences de différents groupes cible (p.ex. touristes, population locale, jeunes).

8.1. Stratégies, gestion

8.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

Faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

8.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

8.2. Responsabilité, compétence

8.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

8.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

8.3. Coopération, réseaux

8.3.1. Quelles formes de coopération existent avec d'autres communes, régions ou autres institutions?

p.ex. coopération avec des associations ou institutions lors de séries d'événements

8.4. Lieux de rencontre

8.4.1. En quel endroit de la commune les gens peuvent se rencontrer?

p.ex. places pour fêtes, terrains de jeux, points de rencontre pour les jeunes, espaces publics, terrains de sport, locaux pour associations

8.4.2. Comment est réglé l'usage des espaces publics?

p.ex. places publiques, terrains de jeux, terrains de sport, cours de récréation à utiliser quand l'école est fermée

8.4.3. Quelles lieux de rassemblement sont à disposition des différentes religions dans la commune et dans la région?

8.5. Offres culturelles et de loisir

8.5.1. Quelles sont les offres culturelles et de loisir pour la population?

p.ex. visites guidées culturelles et naturelles, expositions, concerts, cours pour des activités de loisir, cours de langue

8.5.2. Quelles sont les offres culturelles et de loisir spécialement destinées aux enfants et aux jeunes?

p.ex. représentations théâtrales pour enfants, concerts, camps de sport pour enfants et jeunes, programmes de vacances

8.5.3. Quelles sont les offres de culture et de loisir destinées spécialement aux personnes âgées?

p.ex. excursions, cours de fitness, cours de sécurité, randonnées, sorties au théâtre, concerts

5.10. Le champ d'action 9: Immigration, intégration

Parfois l'immigration provoque des mécontentements auprès des habitants de longue date. L'immigration peut également être un enrichissement pour la commune, mais il faut être disponible à accepter l'autre, s'intéresser à l'autre et veiller toujours au respect mutuel. Si les immigrés trouvent facilement des contacts, apprennent la langue et participent au monde du travail, ils se sentent vite chez eux et s'intègrent.

Les communes ont besoin d'un concept clairement défini pour faciliter l'intégration et une bonne cohabitation. Une vaste gamme bien coordonnée d'offres (cours de langue, activités de loisir, médiations) tout comme la mise à disposition d'espaces et de lieux de rencontres sont un support important. La mise en réseau au niveau régional est particulièrement importante, et avec d'autres communes et avec les institutions et entreprises.

9.1. Stratégies, gestion

9.1.1. Quels sont les principes, la mission et les concepts pour les contenus de ce domaine d'action?

p.ex. concept d'intégration, faisant éventuellement partie de lignes directrices générales

9.1.2. Comment vérifie t-on si les objectifs de ces principes ont été atteint?

9.2. Responsabilité, compétence

9.2.1. Est-ce qu'il y a un responsable dans l'administration pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

9.2.2. Est-ce qu'il y a un responsable politique pour ce domaine d'action? Qui est-ce?

9.3. Coopération, réseaux

9.3.1. Quelles sont les formes de coopération avec d'autres communes, régions, entreprises et autres institutions?

9.3.2. Comment sont accompagnés et coordonnés les bénévoles qui assistent les immigrés ?

9.4. Intégration dans la communauté

9.4.1. Sous quelle forme a lieu l'accueil dans la communauté villageoise?

p.ex. bureau de coordination, paquet ou kit de bienvenue, évènement, mentors voire un système d'accompagnement, buddysystem

9.4.2. Comment les personnes issues de la migration peuvent-elles participer au développement des offres et collaborer aux projets?

9.4.3. Comment sont communiquées les valeurs sociales et culturelles dominantes et les mœurs et coutumes traditionnels de la commune?
p.ex. lors des soirées de bienvenue, des rencontres et fêtes dans les hameaux, événements organisés par des associations, cours, excursions

9.5. Compétences linguistiques

9.5.1. Est-ce que les informations municipales sont mises à disposition en plusieurs langues? Si oui, en combien de langues et dans quel format?
Quelles informations existent en plusieurs langues (p.ex. tri des déchets, inscription à l'école maternelle ou à l'école primaire)?

9.5.2. Quelles services sont offerts pour l'enseignement en langue maternelle?

9.5.3. Comment est considéré et utilisé le multilinguisme de la population?
p.ex. assistance et participation à des activités comme des cours de langue, cuisiner ensemble en plusieurs langues, randonnées linguistiques etc., traductions pour les nouveaux arrivants

9.6. Cohabitation

9.6.1. Comment encourage-t-on les compétences interculturelles du personnel de l'administration, dans les associations et les institutions?

9.6.2. Quelles sont les offres et initiatives/projets pour promouvoir la cohabitation?

p.ex. cours de langue, assistance, mise à disposition d'espaces, aides d'orientation dans la vie quotidienne, médiation interculturelle, accès à des associations, travail pour les jeunes, lieux de rencontre réservés aux femmes et aux jeunes filles

6. Le contact et les informations:

Le Réseau des communes „Alliance dans les Alpes“
Elke Klien, Gestion du projet
T +43 664 400 64 34
E elke.klien@alpenallianz.org
www.alpenallianz.org